

**COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE**

# Il faut songer à pérenniser les examens de dépenses au fédéral

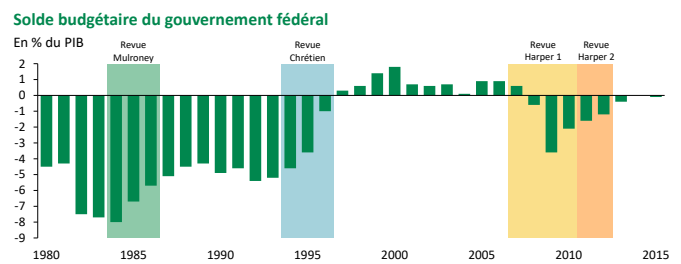
Par Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège

Il y a plus d'un an, dans le cadre du budget 2023, le gouvernement fédéral canadien s'est engagé dans une démarche ambitieuse promettant de récupérer 15,4 G\$ (y compris 1,3 G\$ auprès des sociétés d'État), dans le cadre d'un examen stratégique des dépenses. Ces économies, prévues pour mitiger l'augmentation autrement annoncée des dépenses gouvernementales, à hauteur de 43 G\$, démontrent que le gouvernement se devait au moins de faire amende honorable en matière de crédibilité budgétaire. Rappelons qu'il a fixé un certain nombre d'ancrages, l'un d'entre eux étant le respect d'une cible de déficits sous 1 % du PIB à partir de 2027. Pourtant, près d'un an après avoir été annoncé, l'exercice de révision des dépenses n'est pas encore parvenu à son objectif, avec seulement 9 G\$ d'économies identifiées. Pendant ce temps, de nouveaux engagements de dépenses sont étayés au quotidien depuis plusieurs semaines.

À quoi sert une revue des dépenses? En substance, ce mécanisme se veut un examen approfondi des activités gouvernementales, visant soit à réaliser des économies pour réduire le déficit, soit à reprioriser les dépenses, soit à optimiser la prestation des services publics. Le gouvernement fédéral a mené de telles revues à cinq reprises au cours des 30 dernières années, sous des gouvernements tant conservateurs que libéraux. Les résultats ont varié. Mal exécutée, la revue Nielsen sous Brian Mulroney n'avait entraîné qu'un redressement partiel des finances publiques. À preuve, le gouvernement libéral de Jean Chrétien a dû procéder lui-même à une nouvelle revue en 1994, à la suite de son entrée au pouvoir, le déficit au PIB frisant alors les 5 % (graphique 1). Contrairement à la précédente, cette revue des dépenses a mené à un assainissement significatif et jeté les bases des surplus budgétaires sur lesquels le mandat de ce gouvernement s'était conclu.

Le gouvernement conservateur de Stephen Harper avait donc profité de finances publiques en excellente condition lors de sa prise du pouvoir en 2006. La baisse des impôts aux particuliers

**Graphique 1**  
Les revues de dépenses publiques de 1980 à 2015



et aux entreprises qu'il a promulguée demandait néanmoins d'effectuer des choix pour protéger ce bilan, ce pourquoi une nouvelle revue des dépenses a été mise sur pied. La crise financière a évidemment brouillé les cartes, mais dès 2011, le gouvernement a procédé à un nouvel examen, dans le but affirmé de rétablir l'équilibre budgétaire, ce qui était à peu près chose faite à l'exercice 2014-2015.

Comme le discute une [étude](#) du C.D. Howe Institute, le succès des examens de révision des dépenses dépend généralement d'une volonté politique forte, souvent caractéristique des débuts de mandat. Or, faire preuve d'un grand zèle pour entreprendre des mesures qui demeurent généralement impopulaires peut mener un gouvernement à sa perte. Issue d'un examen des dépenses, la rigueur du contrôle budgétaire du gouvernement de Philippe Couillard a réussi à ôter au Québec le titre peu enviable de province la plus endettée au pays. Elle a en même temps contribué à sa lourde défaite en 2018.

Les libéraux fédéraux ont bien appris la leçon (les mauvaises langues diront qu'ils la connaissaient déjà par cœur) : aujourd'hui, un gouvernement n'accède pas au pouvoir sur des promesses de

**TABLE DES MATIÈRES**

Réflexions de la semaine..... 1 À surveiller ..... 3 Indicateurs économiques..... 6

NOTE AUX LECTEURS: Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française, nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. MISE EN GARDE: Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement des caisses Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement des caisses Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement des caisses Desjardins. Copyright © 2024, Mouvement des caisses Desjardins. Tous droits réservés.

restriction budgétaire. La revue des dépenses de 2023, annoncée dans un contexte de nouvelles augmentations budgétaires, accusait donc dès le départ un important déficit de crédibilité, d'autant plus que le muscle de la restriction n'est pas très développé chez nos décideurs.

Est-il temps de pérenniser l'examen des dépenses? Des pays comme le Danemark et les Pays-Bas offrent des modèles de révision systématique, transparente et apolitique des finances publiques. Et ces pays ont des finances publiques solides leur méritant la cote AAA. Il existe donc une voie vers une saine gestion budgétaire qui puisse être indépendante des cycles électoraux ou des épisodes de craintes sur la viabilité budgétaire.

L'endettement du gouvernement fédéral canadien a beau faire belle figure à l'international, l'avenir impose des défis majeurs, tels que la transition climatique, le logement abordable et le vieillissement démographique. Gouverner de la manière aussi efficiente que possible sera une nécessité. Mais ce ne seront pas des économies de 15 G\$ ici et là, réalisées de peine et de misère, qui permettront de relever tous ces défis.

Il y a donc plusieurs questions qu'il faut de nouveau se poser collectivement. Premièrement, que constitue un niveau d'endettement à la fois réaliste (compte tenu des enjeux) et soutenable pour le Canada? Deuxièmement, quelle tolérance a-t-on pour s'approcher de cette limite, en supposant que l'on n'y soit pas déjà? Et derrière cette question, il y a implicitement celle de la juste répartition du fardeau des grands défis entre les générations. Puis, troisièmement, si l'on suppose qu'on ne peut pas contourner ces impératifs, à quel point peut-on utiliser le levier de la fiscalité, dans un contexte où le Canada possède le cinquième taux marginal le plus élevé au monde (graphique 2), et où l'on doit stimuler l'investissement plutôt que de le faire fuir?

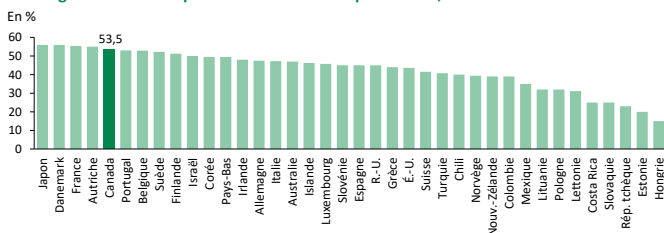
Le Canada doit pouvoir s'engager dans un débat de société franc et pragmatique autour de ces enjeux. Critiquer les augmentations de dépenses sans nuances, sans distinguer celles qui sont obligatoires, ou celles qui représentent de réels investissements, ou encore sans partir d'une base de comparaison contrefactuelle, ne fera pas avancer grand-chose. En même temps, effectuer des exercices de révision des dépenses sporadiques et opaques (de manière effective symbolique), ça manque de sérieux.

Il va aussi de soi qu'il sera difficile de répondre aux divers impératifs sans une hausse des revenus de l'État. Le budget qui sera présenté mardi prochain pourrait vraisemblablement contenir des hausses d'impôt (voir aussi notre [analyse](#) préalable au budget). Il reste que l'on sous-estime trop souvent la difficulté à mettre celles-ci en œuvre. D'autant plus que les capitaux, les cerveaux et les sièges sociaux ne connaissent pas de frontières, et que l'impôt minimum mondial de 15 % sur les multinationales reste une mesure essentiellement symbolique.

On l'a dit et répété : c'est la génération de richesse économique par l'encouragement de l'[investissement privé](#) et de la productivité qui demeure la solution la plus porteuse pour arriver à cocher le maximum de cases. À cet égard, le gouvernement doit donner le bon exemple et, surtout, les bons signaux. Est-ce que, aujourd'hui, la classe politique canadienne, toutes allégeances confondues, articule un projet solide, cohérent et visionnaire pour générer la richesse dont le pays a besoin, y compris pour s'éviter une dérive des finances publiques? On n'y est pas. Et ça, c'est inquiétant.

## Graphique 2 Le Canada figure parmi les pays de l'OCDE ayant les taux d'imposition marginaux les plus élevés

Taux légal maximal d'imposition du revenu des particuliers, 2022



OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques  
OCDE et Desjardins, Études économiques

## À surveiller

Par Randall Bartlett, directeur principal, économie canadienne, Marc Desormeaux, économiste principal, Marc-Antoine Dumont, économiste senior, Francis Généreux, économiste principal, et Tiago Figueiredo, stratège macro

LUNDI 15 avril - 8:30

Mars	m/m
Consensus	0,4 %
Desjardins	0,2 %
<b>Février</b>	<b>0,6 %</b>

MARDI 16 avril - 8:30

Mars	taux ann.
Consensus	1 480 000
Desjardins	1 520 000
<b>Février</b>	<b>1 521 000</b>

MARDI 16 avril - 9:15

Mars	m/m
Consensus	0,4 %
Desjardins	0,7 %
<b>Février</b>	<b>0,1 %</b>

JEUDI 18 avril - 10:00

Mars	m/m
Consensus	-0,1 %
Desjardins	-0,1 %
<b>Février</b>	<b>0,1 %</b>

JEUDI 18 avril - 10:00

Mars	taux ann.
Consensus	4 110 000
Desjardins	4 250 000
<b>Février</b>	<b>4 380 000</b>

### ÉTATS-UNIS

**Ventes au détail (mars)** – Après une diminution assez marquée de 1,1 % en janvier, surtout due à une météo moins clémente, les ventes au détail ont bondi dès février avec un gain mensuel de 0,6 %. C'est la plus forte croissance depuis septembre. On s'attend à une autre hausse pour le mois de mars. Ce ne sera pas grâce au secteur automobile, qui devrait plutôt afficher une baisse selon les données des ventes de véhicules neufs déjà publiées au début du mois. Les stations-service devraient plutôt montrer une croissance grâce à une nouvelle augmentation des prix de l'essence. Pour les autres secteurs, les données préliminaires des transactions par cartes sont plutôt négatives pour les meubles, les biens électroniques ainsi que pour la restauration, mais elles affichent des croissances pour la plupart des autres catégories de détaillants. Somme toute, on s'attend à des hausses de 0,2 % des ventes au détail excluant les automobiles et l'essence et des ventes au détail totales.

**Mises en chantier (mars)** – Les mises en chantier ont bondi de 10,7 % en février. Cette plus forte hausse mensuelle depuis mai 2023 faisait cependant suite à une chute de 12,3 % en janvier. Le niveau des mises en chantier devrait rester pratiquement inchangé en mars par rapport à février. La création d'emplois au sein de l'industrie de la construction, l'amélioration de la confiance des constructeurs ainsi que le bon niveau de ventes de propriétés individuelles pointent tous en ce sens.

**Production industrielle (mars)** – Après deux mois de baisse en décembre et en janvier, la production industrielle a connu une légère hausse de 0,1 % en février. Un gain plus substantiel est cependant anticipé pour le mois de mars. Il sera aidé par le secteur automobile et le reste de la fabrication, qui ont affiché de bonnes croissances des heures travaillées au cours du mois dernier. On s'attend aussi à un rebond de 2,5 % de la production d'énergie, après la chute de 7,5 % en janvier. Somme toute, la production manufacturière a probablement crû de 0,4 % tandis que la production industrielle devrait enregistrer un gain de 0,7 %.

**Indicateur avancé (mars)** – Après 23 mois consécutifs de décroissance, l'indicateur avancé a enregistré en février sa première hausse mensuelle depuis février 2022. Le gain de 0,1 % est cependant bien mince par rapport à la chute totale de 12,9 % subie par l'indice. De plus, il devrait se montrer éphémère, car un nouveau recul est prévu pour le mois de mars, avec des contributions négatives provenant principalement de la confiance des consommateurs, de l'indice ISM et de l'écart des taux d'intérêt. Ainsi, une diminution de 0,1 % de l'indicateur avancé est prévue pour mars.

**Ventes de propriétés existantes (mars)** – Après une seconde moitié de 2023 plus difficile, la revente de maisons se porte plutôt bien depuis le début de l'année. Avec 4 380 000 unités, le niveau de ventes de février était le plus élevé en un an et représentait un bond de 13,8 % depuis le récent creux d'octobre 2023. On s'attend cependant à une baisse pour le mois de mars, mais le niveau de revente devrait être encore assez élevé. C'est le signal procuré à la fois par les ventes de maisons en suspens et par les données régionales préliminaires. Les ventes annualisées de maisons existantes devraient atteindre 4 250 000 unités.

**LUNDI 15 avril - 8:30**

<b>Février</b>	<b>m/m</b>
Consensus	0,7 %
Desjardins	0,7 %
<b>Janvier</b>	<b>0,2 %</b>

**MARDI 16 avril - 8:15**

<b>Mars</b>	<b>taux ann.</b>
Consensus	245 000
Desjardins	230 000
<b>Février</b>	<b>253 500</b>

**MARDI 16 avril - 8:30**

<b>Mars</b>	<b>m/m</b>
Consensus	0,7 %
Desjardins	0,7 %
<b>Février</b>	<b>0,3 %</b>

**LUNDI 15 avril - 22:00**

<b>T1 2024</b>	<b>t/t</b>
Consensus	1,5 %
<b>T4 2023</b>	<b>1,0 %</b>

**MERCREDI 17 avril - 2:00**

<b>Mars</b>	<b>a/a</b>
Consensus	3,1 %
<b>Février</b>	<b>3,4 %</b>

**CANADA**

**Ventes des manufacturiers (février)** – Les ventes manufacturières devraient avoir augmenté de 0,7 % en février, conformément au résultat provisoire de Statistique Canada, la plus forte hausse étant probablement survenue dans le secteur du pétrole et du charbon. Avec l'indice des prix des produits industriels désaisonnalisé qui laisse présager une baisse des prix autour de 0,3 % pour le mois, l'augmentation du volume de ventes manufacturières serait donc près de 1,0 % en février.

**Mises en chantier (mars)** – Les mises en chantier devraient avoir reculé en mars, passant de 253 000 unités un mois plus tôt à 230 000. Les coûts des intrants et des emprunts demeurent élevés, l'offre de main-d'œuvre qualifiée est faible et la confiance des constructeurs d'habitations reste près des creux historiques. De plus, comme les ventes de propriétés existantes et les permis de bâtir semblent traverser une période un peu plus difficile, il ne serait effectivement pas étonnant que les mises en chantier se soient repliées au cours du mois. Nous estimons que les mises en chantier seront sous-performantes en 2024 par rapport à l'an dernier.

**Indice des prix à la consommation (mars)** – La croissance des prix à la consommation globaux s'est probablement réaccélérée à 3,0 % sur une base annuelle, soit deux dixièmes de point de plus qu'en février. La majeure partie de cette hausse s'explique par les prix de l'énergie, en particulier de l'essence, qui ont augmenté de près de 6 % au cours du mois. Cela dit, il se peut que la croissance des prix excluant les aliments et l'énergie se soit aussi accélérée, compte tenu de la chute vertigineuse observée dans certaines catégories plus tôt cette année. Les mesures de base de la Banque du Canada devraient demeurer relativement inchangées d'une année à l'autre, bien que nos recherches récentes suggèrent que ces indicateurs surestiment la durabilité de l'inflation. Les dirigeants de la Banque du Canada ont mentionné qu'ils se penchent maintenant sur une gamme élargie d'indicateurs d'inflation, ce que nous faisons depuis un certain temps déjà.

**OUTRE-MER**

**Chine : PIB réel (T1)** – Après un gain trimestriel non annualisé de 1,0 % à la fin de 2023, le PIB réel devrait afficher une légère accélération au début de 2024. Une meilleure croissance trimestrielle du PIB réel devrait cependant amener un ralentissement de sa variation annuelle à cause d'un effet de base possiblement négatif. Outre cet effet, les difficultés économiques de la Chine ne sont pas réglées, mais on remarque tout de même une amélioration de la situation. D'abord, les indices PMI ont affiché une légère tendance ascendante de décembre 2023 à mars 2024. Ensuite, l'inflation est retournée en territoire positif en février et en mars dernier, après quatre mois de baisse de l'indice des prix à la consommation. Cela dit, tout n'est pas rose. L'indice des prix à la production a connu un 18<sup>e</sup> mois consécutif de décroissance avec une baisse annuelle de 2,8 % en mars. Le marché immobilier chinois demeure aussi fragile tandis que le prix moyen des maisons a de nouveau reculé en février.

**Royaume-Uni : Indice des prix à la consommation (mars)** – L'inflation britannique est tombée à « seulement » 3,4 % en février; c'est la moitié de l'inflation qui avait cours à la mi-2023. C'est aussi un nouveau pas dans la bonne direction pour la Banque d'Angleterre, qui devrait bientôt envisager de premières baisses de taux directeurs. Celle-ci devrait tout de même se montrer prudente car, à 4,5 %, les progrès de l'inflation de base sont moins probants. Il sera intéressant de voir si les prix ont à nouveau évolué dans le bon sens en mars.


JEUDI 18 avril - 19:30


<b>Mars</b>	<b>a/a</b>
Consensus	2,8 %
<b>Février</b>	<b>2,8 %</b>

**Japon : Indice des prix à la consommation (mars)** – L’inflation s’est à nouveau accélérée en février au Japon après trois mois de ralentissement. Excluant les aliments frais et l’énergie, on remarque plutôt une poursuite du ralentissement. Cela dit, l’inflation totale et l’inflation de base demeurent très élevées dans le contexte japonais, ce qui a d’ailleurs incité la Banque du Japon à amorcer un timide relèvement de ses taux directeurs lors de sa plus récente réunion. Un taux d’inflation un peu plus élevé est attendu pour le mois de mars si l’on se fie aux données préliminaires de la région de Tokyo.

# Indicateurs économiques

## Semaine du 15 au 19 avril 2024

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
<b>ÉTATS-UNIS</b>						
<b>LUNDI 15</b>	8:30	Indice Empire manufacturier	Avril	-7,0	-5,0	-20,9
	8:30	Ventes au détail				
		Total (m/m)	Mars	0,4 %	0,2 %	0,6 %
		Excluant automobiles (m/m)	Mars	0,5 %	0,4 %	0,3 %
	10:00	Indice NAHB des constructeurs de maisons	Avril	52	nd	51
	10:00	Stocks des entreprises (m/m)	Févr.	0,4 %	0,4 %	0,0 %
	20:00	Discours de la présidente de la Réserve fédérale de San Francisco, M. Daly				
<b>MARDI 16</b>	8:30	Mises en chantier (taux ann.)	Mars	1 480 000	1 520 000	1 521 000
	8:30	Permis de bâtir (taux ann.)	Mars	1 520 000	1 500 000	1 524 000
	9:00	Discours d'un vice-président de la Réserve fédérale, P. Jefferson				
	9:15	Production industrielle (m/m)	Mars	0,4 %	0,7 %	0,1 %
	9:15	Taux d'utilisation de la capacité de production	Mars	78,5 %	78,7 %	78,3 %
	13:00	Discours du président de la Réserve fédérale de Richmond, T. Barkin				
	13:15	Discours du président de la Réserve fédérale, J. Powell				
<b>MERCREDI 17</b>	14:00	Publication du <i>Livre Beige</i>				
	16:00	Achats étrangers de valeurs mobilières (G\$ US)	Févr.	nd	nd	36,1
	17:30	Discours de la présidente de la Réserve fédérale de Cleveland, L. Mester				
<b>JEUDI 18</b>	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	8-12 avril	215 000	215 000	211 000
	8:30	Indice de la Fed de Philadelphie	Avril	-1,5	-5,0	3,2
	10:00	Indicateur avancé (m/m)	Mars	-0,1 %	-0,1 %	0,1 %
	10:00	Ventes de maisons existantes (taux ann.)	Mars	4 110 000	4 250 000	4 380 000
<b>VENDREDI 19</b>	9:15	Discours du président de la Réserve fédérale de New York, J. Williams				
	17:45	Discours du président de la Réserve fédérale d'Atlanta, R. Bostic				
<b>CANADA</b>						
<b>LUNDI 15</b>	8:30	Ventes des grossistes (m/m)	Févr.	nd	0,8 %	0,5 %
	8:30	Ventes des manufacturiers (m/m)	Févr.	0,7 %	0,7 %	0,2 %
<b>MARDI 16</b>	8:15	Mises en chantier (taux ann.)	Mars	245 000	230 000	253 500
	8:30	Indice des prix à la consommation				
		Total (m/m)	Mars	0,7 %	0,7 %	0,3 %
		Total (a/a)	Mars	2,9 %	3,0 %	2,8 %
	13:15	Discours du gouverneur de la Banque du Canada, T. Macklem				
---	Budget fédéral 2024					
<b>MERCREDI 17</b>	8:30	Opérations internationales en valeurs mobilières (G\$)	Févr.	nd	nd	8,88
<b>JEUDI 18</b>	---	---				
<b>VENDREDI 19</b>	---	---				

Note : Desjardins, Études économiques participent à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT - 4 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins.



# Indicateurs économiques

## Semaine du 15 au 19 avril 2024

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes		
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a	
<b>OUTRE-MER</b>								
<b>LUNDI 15</b>								
Zone euro	5:00	Production industrielle	Févr.	0,8 %	-5,5 %	-3,2 %	-6,7 %	
Chine	22:00	PIB réel	T1	1,5 %	4,8 %	1,0 %	5,2 %	
Chine	22:00	Production industrielle	Mars		6,0 %		nd	
Chine	22:00	Ventes au détail	Mars		5,0 %		nd	
<b>MARDI 16</b>								
Royaume-Uni	2:00	Taux de chômage ILO	Févr.	4,0 %		3,9 %		
Zone euro	5:00	Balance commerciale (G€)	Févr.	nd		28,1		
Allemagne	5:00	Indice ZEW – situation courante	Avril	-76,0		-80,5		
Allemagne	5:00	Indice ZEW – situation future	Avril	35,0		31,7		
Italie	5:00	Balance commerciale (M€)	Févr.	nd		2 655		
Japon	19:50	Balance commerciale (G¥)	Mars	-280,0		-451,6		
<b>MERCREDI 17</b>								
Royaume-Uni	2:00	Indice des prix à la consommation	Mars	0,4 %	3,1 %	0,6 %	3,4 %	
Royaume-Uni	2:00	Indice des prix à la production	Mars	0,2 %	0,6 %	0,3 %	0,4 %	
Zone euro	5:00	Indice des prix à la consommation – final	Mars	0,8 %	2,4 %	0,8 %	2,6 %	
<b>JEUDI 18</b>								
Japon	0:30	Indice de l'activité tertiaire	Févr.	0,8 %		0,3 %		
Zone euro	4:00	Compte courant (G€)	Févr.	nd		39,4		
Italie	4:30	Compte courant (M€)	Févr.	nd		-1 091		
Zone euro	5:00	Construction	Févr.	nd	nd	0,5 %	0,8 %	
Japon	19:30	Indice des prix à la consommation	Mars		2,8 %		2,8 %	
<b>VENDREDI 19</b>								
Royaume-Uni	2:00	Ventes au détail	Mars	0,3 %	1,0 %	0,0 %	-0,4 %	
Allemagne	2:00	Indice des prix à la production	Mars	0,0 %	-3,2 %	-0,4 %	-4,1 %	

Note : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. (SA) : ajusté pour les saisonnalités, (NSA) : non ajusté pour les saisonnalités. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT - 4 heures).